

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle de la planche 42/1 du plan de secteur de Liège en vue de l'inscription d'une zone d'équipements sportifs de plein air destinée à permettre la réalisation d'un hippodrome sur des terrains situés sur le territoire des communes d'Ans et d'Awans.

Cet arrêté complète l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 26 novembre 1987 établissant le plan de secteur de Liège par une prescription complémentaire libellée comme suit :

« 6.4.13. : Zones d'équipements sportifs de plein air :

Ces zones, représentées par un liseré brun assorti d'un sigle précisant la nature de l'activité, sont réservées à l'implantation d'équipements sportifs de plein air et des infrastructures complémentaires.

La réalisation des équipements devra intervenir dans le délai fixé par la prescription complémentaire propre à la nature de l'activité.

En cas de non réalisation des équipements dans le délai prévu, les terrains concernés recouvrent leur(s) destination(s) initiale(s) figurant à l'intérieur du liseré brun.

6.4.13.1. : Les zones d'équipements sportifs de plein air assorties du sigle « H » sont destinées à l'implantation d'hippodromes ainsi que de centres d'entraînement et d'élevage de chevaux qui y sont liés.

La réalisation des équipements devra intervenir dans le délai de cinq ans à dater de l'inscription définitive de la zone au plan de secteur. »

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Liège du soin de procéder à l'enquête publique relative à la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle de la planche 45/3 du plan de secteur de Mons-Borinage en vue de l'inscription d'une zone d'équipements sportifs de plein air destinée à permettre la réalisation d'un hippodrome sur des terrains situés sur le territoire de la ville de Mons (Ghlin) au lieu-dit « Bois Brûlé ».

Cet arrêté complète l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 novembre 1983 établissant le plan de secteur de Mons-Borinage par une prescription complémentaire libellée comme suit :

« 6.4.8. : Zones d'équipements sportifs de plein air :

Ces zones, représentées par un liseré brun assorti d'un sigle précisant la nature de l'activité, sont réservées à l'implantation d'équipements sportifs de plein air et des infrastructures complémentaires.

La réalisation des équipements devra intervenir dans le délai fixé par la prescription complémentaire propre à la nature de l'activité.

En cas de non réalisation des équipements dans le délai prévu, les terrains concernés recouvrent leur(s) destination(s) initiale(s) figurant à l'intérieur du liseré brun.

6.4.8.1. : Les zones d'équipements sportifs de plein air assorties du sigle « H » sont destinées à l'implantation d'hippodrome ainsi que de centres d'entraînement et d'élevage de chevaux qui y sont liés.

La réalisation des équipements devra intervenir dans le délai de cinq ans à dater de l'inscription définitive de la zone au plan de secteur. »

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à l'enquête publique relative à la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle de la planche 52/2 du plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de l'inscription d'une zone d'équipements sportifs de plein air destinée à permettre la réalisation d'un centre hippique sur des terrains situés sur le territoire des communes de Thuin et de Lobbès.

Cet arrêté complète l'arrêté royal du 10 septembre 1979 établissant le plan de secteur de Thuin-Chimay par une prescription complémentaire libellée comme suit :

« 6.4.9. : Zones d'équipements sportifs de plein air :

Ces zones, représentées par un liseré brun assorti d'un sigle précisant la nature de l'activité, sont réservées à l'implantation d'équipements sportifs de plein air et des infrastructures complémentaires.

La réalisation des équipements devra intervenir dans le délai fixé par la prescription complémentaire propre à la nature de l'activité.

En cas de non réalisation des équipements dans le délai prévu, les terrains concernés recouvrent leur(s) destination(s) initiale(s) figurant à l'intérieur du liseré brun.

6.4.9.1. : Les zones d'équipements sportifs de plein air assorties du sigle « H » sont destinées à l'implantation d'hippodrome ainsi que de centres d'entraînement et d'élevage de chevaux qui y sont liés.

La réalisation des équipements devra intervenir dans le délai de cinq ans à dater de l'inscription définitive de la zone au plan de secteur. »

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à l'enquête publique relative à la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle des planches 46/6, 52/1 et 52/2 du plan de secteur de La Louvière-Soignies en vue de modifier le tracé de la N 54 entre Lobbes et Erquelinnes.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à l'enquête publique de la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle des planches 29/5, 37/1 et 37/2 du plan de secteur de Mouscron-Comines en vue d'y inscrire six zones artisanales et de services sur le territoire de la ville de Mouscron et le tracé de la N 511.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à l'enquête publique de la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle des planches 46/6, 52/1 et 52/2 du plan de secteur de Thuin-Chimay en vue de modifier le tracé de la N 54 entre Lobbes et Erquelinnes.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à l'enquête publique de la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle des planches 37/1 et 37/2 du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue d'y inscrire une zone industrielle, quatre zones artisanales et de services sur le territoire de la commune d'Estaimpuis et le tracé de la N 511.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à la mise à l'enquête publique de la présente modification.

Cet arrêté abroge l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 décidant la mise en révision partielle du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue de l'inscription d'une zone industrielle, de zones artisanales et de services et du tracé de la N 511.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle de la planche 37/2 du plan de secteur de Tournai-Leuze-Péruwelz en vue d'y inscrire une zone artisanale et de services sur le territoire de la commune de Pecq et le tracé de la N 511.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Hainaut du soin de procéder à la mise à l'enquête publique de la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle des planches 40/5, 40/6, 47/1, 47/2 et 47/5 du plan de secteur de Namur portant sur l'inscription du tracé de la ligne électrique HT 150 KV Auvelais-Gembloux-Le Chenoi et sur la suppression du tracé de la ligne électrique 70 KV existante Gembloux-Le Chenoi qui sera démantelée.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Namur du soin de procéder à la mise à l'enquête publique de la présente modification.

Un arrêté de l'Exécutif régional wallon du 19 septembre 1991 arrête provisoirement la modification partielle de la planche 40/5 du plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez portant sur l'inscription du tracé de la ligne électrique HT 150 KV Auvelais-Gembloux-Le Chenoi et sur la suppression du tracé de la ligne électrique 70 KV existante Gembloux-Le Chenoi qui sera démantelée.

Le même arrêté charge le Gouverneur de la Province de Brabant du soin de procéder à la mise à l'enquête publique de la présente modification.

## ÜBERSETZUNG

### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[S-C — 27561]

#### Entwicklung der ländlichen Gebiete

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 24. Oktober 1991 wird das gemeindliche Programm einer Entwicklung der ländlichen Gebiete der Gemeinde Chiny genehmigt.

#### Raumordnung

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Eintragung von sechs Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Stadt Mouscron und von der Trasse der N 511 für gemeinnützig erklärt und beschlossen, daß der Sektorenplan Mouscron-Comines einer Teilrevision zu unterziehen ist, zwecks der Eintragung von sechs Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Stadt Mouscron und von der Trasse der N 511.

Durch denselben Erlaß wird die Generalinspektion der Raumordnung als Projektautor für die Ausführung der vorliegenden Abänderung bezeichnet.

Dieser Erlaß hebt den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Entscheidung der Teilrevision des Sektorenplanes Mouscron-Comines zwecks der Eintragung von Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Eintragung von einem Industriegebiet und von vier Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Gemeinde Estaimpuis und von der Trasse der N 511 für gemeinnützig erklärt und beschlossen, daß der Sektorenplan Tournai-Leuze-Péruwelz einer Teilrevision zu unterziehen ist, zwecks der Eintragung von einem Industriegebiet und von vier Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Gemeinde Estaimpuis und von der Trasse der N 511.

Durch denselben Erlaß wird die Generalinspektion der Raumordnung als Projektautor für die Ausführung der vorliegenden Abänderung bezeichnet.

Dieser Erlaß hebt den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 27. Juni 1991 zur Entscheidung einer Teilrevision des Sektorenplanes Tournai-Leuze-Péruwelz zwecks der Eintragung von einem Industriegebiet und von Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Erweiterung des Gebiets für handwerkliche Betriebe und für kleinere und mittlere Unternehmen in der Ortslage « Merckhof » auf dem Gebiet der Gemeinde Aubel für gemeinnützig erklärt und beschlossen, daß der Sektorenplan Verviers-Eupen einer Teilrevision zu unterziehen ist, zwecks der Erweiterung des Gebiets für handwerkliche Betriebe und für kleinere und mittlere Unternehmen in der Ortslage « Merckhof » auf dem Gebiet der Gemeinde Aubel.

Durch denselben Erlaß wird die Abteilung Raumordnung und Städtebau als Projektautor der vorliegenden Teilrevision des Sektorenplanes Verviers-Eupen bezeichnet.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karte 47/5 des Sektorenplanes Charleroi zwecks der Eintragung eines Gebiets für Sportanlagen im Freien, die bestimmt ist, um die Verwirklichung eines Pferdesportzentrums auf den auf dem Gebiet der Gemeinden Aiseau-Presles und Farciennes gelegenen Geländen zu ermöglichen, vorläufig beschlossen.

Dieser Erlaß ergänzt den Königlichen Erlaß vom 10. September 1979 zur Feststellung des Sektorenplanes Charleroi durch eine Zusatzvorschrift mit folgendem Wortlaut :

« 6.4.5. : Gebiete für Sportanlagen im Freien :

Diese Gebiete, die durch eine braune Paspel versehen mit einem Überdruck abgebend die Natur der Tätigkeit abgebildet sind, sind für die Niederlassung von Sportanlagen im Freien und von den zusätzlichen Infrastrukturen bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb eines durch die zur Natur der Tätigkeit geeignete Zusatzvorschrift festgelegten Termin stattfinden.

Im Falle einer Nichtverwirklichung der Anlagen innerhalb des vorgesehenen Termins erlangen die betroffenen Gelände ihre innerhalb der braunen Paspel abgebildete(n) Anfangsbestimmung(en) wieder.

6.4.5.1. : Die mit dem « H » überdruck versehenen Gebiete für Sportanlage im Freien sind für die Niederlassung von Pferderennbahnen sowie von damit verbundenen Abrichtung- und Zuchtzentren für Pferde bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb fünf Jahren ab der endgültigen Eintragung des Gebiets auf den Sektorenplan stattfinden. »

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karte 42/1 des Sektorenplanes Lüttich zwecks der Eintragung eines Gebiets für Sportanlagen im Freien, die bestimmt ist, um die Verwirklichung einer Pferderennbahn auf den auf dem Gebiet der Gemeinden Ans und Awans gelegenen Geländen zu ermöglichen, vorläufig beschlossen.

Dieser Erlaß ergänzt den Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 26. November 1987 zur Festlegung des Sektorenplanes Lüttich durch eine Zusatzvorschrift mit dem folgenden Wortlaut :

« 6.4.13. : Gebiete für Sportanlagen im Freien;

Diese Gebiete, die durch eine braune Paspel versehen mit einem Überdruck abgebend die Natur der Tätigkeit abgebildet sind, sind für die Niederlassung von Sportanlagen im Freien und von den zusätzlichen Infrastrukturen bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb eines durch die zur Natur der Tätigkeit geeignete Zusatzvorschrift festgelegten Termin stattfinden.

Im Falle einer Nichtverwirklichung der Anlagen innerhalb des vorgesehenen Termins erlangen die betroffenen Geländen ihre innerhalb der braunen Paspel abgebildete(n) Anfangsbestimmung(en) wieder.

6.4.13.1. : Die mit dem « H » Überdruck versehenen Gebiete für Sportanlagen im Freien sind für die Niederlassung v Pferderennbahnen sowie von damit verbundenen Abrichtung- und Zuchtzentren für Pferde bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb fünf Jahren ab der endgültigen Eintragung des Gebiets auf den Sektorenplan stattfinden. »

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Lüttich mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karte 45/3 des Sektorenplanes Mons-Borinage zwecks der Eintragung eines Gebiets für Sportanlagen im Freien, die bestimmt ist, um die Verwirklichung einer Pferderennbahn auf den auf dem Gebiet der Stadt Mons (Ghlin) in der Ortslage « Bois Brûlé » gegelegenen Geländen zu ermöglichen, vorläufig beschlossen.

Dieser Erlaß ergänzt den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. November 1983 zur Festlegung des Sektorenplanes Mons-Borinage durch eine Zusatzvorschrift mit folgendem Wortlaut :

« 6.4.8. : Gebiete für Sportanlagen im Freien

Diese Gebiete, die durch eine braune Paspel versehen mit einem Überdruck abgebend die Natur der Tätigkeit abgebildet sind, sind für die Niederlassung von Sportanlagen im Freien und von den zusätzlichen Infrastrukturen bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb eines durch die zur Natur der Tätigkeit geeignete Zusatzvorschrift festgelegten Termin stattfinden.

Im Falle einer Nichtverwirklichung der Anlagen innerhalb des vorgesehenen Termins, erlangen die betroffenen Gelände ihre innerhalb der braunen Paspel abgebildete(n) Anfangsbestimmung(en) wieder.

6.4.8.1. : Die mit dem « H » Überdruck versehenen Gebiete für Sportanlagen im Freien sind für die Niederlassung von Pferderennbahnen sowie von damit verbundenen Abrichtung- und Zuchtzentren für Pferde bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb fünf Jahren ab der endgültigen Eintragung des Gebiets auf den Sektorenplan stattfinden. »

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karte 52/2 des Sektorenplanes Thuin-Chimay zwecks der Eintragung eines Gebiets für Sportanlagen im Freien, die bestimmt ist, um die Verwirklichung eines Pferdesportzentrums auf den auf dem Gebiet der Gemeinden Thuin und Lobbes gelegenen Geländen zu ermöglichen, vorläufig beschlossen.

Dieser Erlaß ergänzt durch eine Zusatzvorschrift mit folgendem Wortlaut den Königlichen Erlaß vom 10. September 1979 zur Festlegung des Sektorenplanes Thuin-Chimay :

« 6.4.9. Gebiete für Sportanlagen im Freien

Diese Gebiete, die durch eine braune Paspel versehen mit einem Überdruck abgebend die Natur der Tätigkeit abgebildet sind, sind für die Niederlassung von Sportanlagen im Freien und von den zusätzlichen Infrastrukturen bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb eines durch die zur Natur der Tätigkeit geeignete Zusatzvorschrift festgelegten Termin stattfinden.

Im Falle einer Nichtverwirklichung der Anlagen innerhalb des vorgesehenen Termins, erlangen die betroffenen Gelände ihre innerhalb der braunen Paspel abgebildete Anfangsbestimmung wieder.

6.4.9.1. : Die mit dem « H » Überdruck versehenen Gebiete für Sportanlagen im Freien sind für die Niederlassung von Pferderennbahnen sowie von damit verbundenen Abrichtung- und Zuchtzentren für Pferde bestimmt.

Die Verwirklichung der Anlagen muß innerhalb fünf Jahren ab der endgültigen Eintragung des Gebiets auf den Sektorenplan stattfinden. »

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karten 46/6, 52/1 und 52/2 des Sektorenplanes La Louvière-Soignies zwecks der Abänderung der Trasse der N 54 zwischen Lobbes und Erquelinnes vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karten 29/5, 37/1 und 37/2 des Sektorenplanes Mouscron-Comines zwecks der Eintragung von sechs Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Stadt Mouscron und von der Trasse der N 511 vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karten 46/6, 52/1 und 52/2 des Sektorenplanes Thuin-Chimay zwecks der Eintragung der Trasse der N 54 zwischen Lobbes und Erquelinnes vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karten 37/1 und 37/2 des Sektorenplanes Tournai-Leuze-Péruwelz zwecks der Eintragung von einem Industriegebiet, vier Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Gemeinde Estaimpuis und von der Trasse der N 511 vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Dieser Erlaß hebt den Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Juli 1991 zur Entscheidung der Teilrevision des Sektorenplanes Tournai-Leuze-Péruwelz zwecks der Eintragung von einem Industriegebiet, von Gebieten für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen und von der Trasse der N 511 auf.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. September 1991 wird die Teiländerung der Karte 37/2 des Sektorenplanes Tournai-Leuze-Péruwelz zwecks der Eintragung eines Gebiets für handwerkliche Betriebe und Dienstleistungen auf dem Gebiet der Gemeinde Pecq und der Trasse der N 511 vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Hennegau mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 wird die Teiländerung der Karten 40/5, 40/6, 47/1, 47/2 und 47/5 des Sektorenplanes Namur bezüglich der Eintragung der Trasse der 150 KV Hochspannungsleitung Auvelais-Gembloux-Le Chenoi und der Abschaffung der Trasse der bestehenden 70 KV Leitung Gembloux-Le Chenoi, die geschliffen sein wird, vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Namur mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

Durch Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive vom 19. September 1991 wird die Teiländerung der Karte 40/5 des Sektorenplanes Wavre-Joidoigne-Perwez bezüglich der Eintragung der Trasse der 150 KV Hochspannungsleitung Auvelais-Gembloux-Le Chenoi und der Abschaffung der Trasse der bestehenden 70 KV Leitung Gembloux-Le Chenoi, die geschliffen sein wird, vorläufig beschlossen.

Durch denselben Erlaß wird der Gouverneur der Provinz Brabant mit der Aufgabe betraut, die öffentliche Untersuchung über die vorliegende Abänderung zu veranlassen.

## VERTALING

### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

[S-C — 27561]

#### Plattelandontwikkeling

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 24 oktober 1991 is het gemeentelijk programma voor plattelandontwikkeling van de gemeente Chiny goedgekeurd.

#### Ruimtelijke ordening

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is bepaald dat het openbaar nut de opnemingsvordering van zes gebieden voor ambachtelijke bedrijven en dienstverleningen op het grondgebied van de gemeente Moeskroen alsook van het tracé van de N 511 en dat het gewestplan Moeskroen-Komen gedeeltelijk dient te worden herzien met het oog op voornoemde opnemingsvordering.

Bij hetzelfde besluit is de Algemene Inspectie van Ruimtelijke Ordening aangeduid als ontwerper van deze wijziging.

Dit besluit heft het besluit op van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 houdende gedeeltelijke herziening van het gewestplan Moeskroen-Komen met het oog op de opnemingsvordering van gebieden voor ambachtelijke bedrijven en dienstverleningen.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is bepaald dat het openbaar nut de opnemingsvordering van één industriegebied en vier gebieden voor ambachtelijke bedrijven en dienstverleningen op het grondgebied van de gemeente Estaimpuis alsook van het tracé van de N 511 en dat het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz gedeeltelijk dient te worden herzien met het oog op voornoemde opnemingsvordering.

Bij hetzelfde besluit is de Algemene Inspectie van Ruimtelijke Ordening aangeduid als ontwerper van deze wijziging.

Dit besluit heft het besluit op van de Waalse Gewestexecutieve van 27 juni 1991 waarbij de gedeeltelijke herziening van het gewestplan Doornik-Leuze-Péruwelz bepaald is met het oog op de opnemingsvordering van een industriegebied en gebieden voor ambachtelijke bedrijven en dienstverleningen.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is bepaald dat het openbaar nut de uitbreiding vordert van het gebied voor ambachtelijke bedrijven en KMO's in de wijk « Merckhof » op het grondgebied van de gemeente Aubel en dat het gewestplan Verviers-Eupen gedeeltelijk dient te worden herzien met het oog op voornoemde uitbreiding.

Bij hetzelfde besluit is de afdeling Ruimtelijke Ordening en Stedebouw aangeduid als ontwerper van deze gedeeltelijke herziening.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is de gedeeltelijke wijziging van de kaart 47/5 van het gewestplan Charleroi voorlopig bepaald met het oog op de opnemingsvordering van een gebied voor openlucht-sportaccommodaties teneinde de oprichting van een hippisch centrum mogelijk te maken op terreinen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Aiseau-Présles en Farcennes.

Dit besluit vult het koninklijk besluit van 10 september 1979 tot vastlegging van het gewestplan Charleroi aan met een als volgt luidend voorschrift :

« 6.4.5. : Gebieden voor openlucht-sportaccommodaties :

Deze gebieden, voorgesteld door een bruine rand voorzien van een letterwoord dat de aard van de activiteit nauwkeurig weergeeft, zijn bestemd voor de vestiging van openlucht-sportaccommodaties en bijkomende infrastructuur.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen de termijn bepaald in het aanvullend voorschrift betreffende de aard van de activiteit. Zoniet krijgen de betrokken terreinen hun binnen de bruine rand weergegeven oorspronkelijke bestemming(en) terug.

6.4.5.1. : De gebieden voor openlucht-sportaccommodaties voorzien van het letterwoord « H » zijn bestemd voor de aanleg van renbanen en de oprichting van centra voor paardentraining en -fokkerij die ermee verbonden zijn.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen een termijn van vijf jaar vanaf de definitieve opnemingsvordering van het gebied in het gewestplan. »

Bij hetzelfde besluit is de Gouverneur van de provincie Henegouwen belast met het openbaar onderzoek van deze wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is de gedeeltelijke wijziging van de kaart 42/1 van het gewestplan Luik voorlopig bepaald met het oog op de opnemings van een gebied voor openluchtsportaccommodaties teneinde de aanleg van een renbaan mogelijk te maken op terreinen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Ans en Awans.

Dit besluit vult artikel 2 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 26 november 1987 tot vastlegging van het gewestplan Luik aan met een als volgt luidend voorschrift :

« 6.4.13. : Gebieden voor openluchtsportaccommodaties :

Deze gebieden, voorgesteld door een bruine rand voorzien van een letterwoord dat de aard van de activiteit nauwkeurig weergeeft, zijn bestemd voor de oprichting van openluchtsportaccommodaties en bijkomende infrastructures.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen de termijn bepaald in het aanvullend voorschrift betreffende de aard van de activiteit. Zoniet krijgen de betrokken terreinen hun binnen de bruine rand weergegeven oorspronkelijke bestemming(en) terug.

6.4.13.1. : De gebieden voor openluchtsportaccommodaties voorzien van het letterwoord « H » zijn bestemd voor de aanleg van renbanen en de oprichting van centra voor paardentraining en -fokkerij die ermee verbonden zijn.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen een termijn van vijf jaar vanaf de definitieve opnemings van het gebied in het gewestplan. »

Bij hetzelfde besluit is de Gouverneur van de provincie Luik belast met het openbaar onderzoek van deze wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is de gedeeltelijke wijziging van de kaart 45/3 van het gewestplan Bergen-Borinage voorlopig bepaald met het oog op de opnemings van een gebied voor openluchtsportaccommodaties teneinde bestemd de aanleg van een renbaan mogelijk te maken op terreinen gelegen op het grondgebied van de stad Bergen (Ghlin) in de wijk « Bois Brûlé »

Dit besluit vult het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 november 1983 tot vastlegging van het gewestplan Bergen-Borinage aan met een als volgt luidend voorschrift :

« 6.4.8. : Gebieden voor openluchtsportaccommodaties :

Deze gebieden, voorgesteld door een bruine rand voorzien van een letterwoord dat de aard van de activiteit nauwkeurig weergeeft, zijn bestemd voor de oprichting van openluchtsportaccommodaties en bijkomende infrastructures.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen de termijn bepaald in het aanvullend voorschrift betreffende de aard van de activiteit. Zoniet krijgen de betrokken terreinen hun binnen de bruine rand weergegeven oorspronkelijke bestemming(en) terug.

6.4.8.1. : De gebieden voor openluchtsportaccommodaties voorzien van het letterwoord « H » zijn bestemd voor de aanleg van een renbaan en de oprichting van centra voor paardentraining en -fokkerij die ermee verbonden zijn.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen een termijn van vijf jaar vanaf de definitieve opnemings van het gebied in het gewestplan. »

Bij hetzelfde besluit is de Gouverneur van de provincie Henegouwen belast met het openbaar onderzoek van deze wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is de gedeeltelijke wijziging van de kaart 52/2 van het gewestplan Thuin-Chimay voorlopig bepaald met het oog op de opnemings van een gebied voor openluchtsportaccommodaties teneinde de oprichting van een hippisch centrum mogelijk te maken op terreinen gelegen op het grondgebied van de gemeenten Thuin en Lobbes.

Dit besluit vult het koninklijk besluit van 10 september 1979 tot vastlegging van het gewestplan Thuin-Chimay aan met een als volgt luidend voorschrift :

« 6.4.9. : Gebieden voor openluchtsportaccommodaties :

Deze gebieden, voorgesteld door een bruine rand voorzien van een letterwoord dat de aard van de activiteit nauwkeurig weergeeft, zijn bestemd voor de oprichting van openluchtsportaccommodaties en bijkomende infrastructures.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen de termijn bepaald in het aanvullend voorschrift betreffende de aard van de activiteit. Zoniet krijgen de betrokken terreinen hun binnen de bruine rand weergegeven oorspronkelijke bestemming(en) terug.

6.4.9.1. : de openluchtsportaccommodaties voorzien van het letterwoord « H » zijn bestemd voor de aanleg van een renbaan en de oprichting van centra voor paardentraining en -fokkerij die ermee verbonden zijn.

De accommodaties dienen te worden verwezenlijkt binnen een termijn van vijf jaar vanaf de definitieve opnemings van het gebied in het gewestplan. »

Bij hetzelfde besluit is de Gouverneur van de provincie Henegouwen belast met het openbaar onderzoek van deze wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is de gedeeltelijke wijziging van de kaarten 46/6, 52/1 en 52/2 van het gewestplan La Louvière-Zinnik voorlopig bepaald met het oog op de wijziging van het tracé van de N 54 tussen Lobbes en Erquelinnes.

Bij hetzelfde besluit is de Gouverneur van de provincie Henegouwen belast met het openbaar onderzoek van deze wijziging.

Bij besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 september 1991 is de gedeeltelijke wijziging van de kaarten 29/5, 37/1 en 37/2 van het gewestplan Moeskroen-Komen voorlopig bepaald met het oog op de opnemings van zes gebieden voor ambachtelijke bedrijven en dienstverleningen op het grondgebied van de stad Moeskroen alsook van het tracé van de N 511.

Bij hetzelfde besluit is de Gouverneur van de provincie Henegouwen belast met het openbaar onderzoek van deze wijziging.